

PAGESJAUNES

COMPTES CONSOLIDES
Au 30 juin 2004, 30 juin 2003 et exercice clos le
31 décembre 2003

SOMMAIRE DES COMPTES CONSOLIDES

	<i>PAGES</i>
Compte de résultat consolidé aux périodes closes le 30 juin 2004, 30 juin 2003 et exercice clos le 31 décembre 2003	3
Bilan consolidé aux périodes closes le 30 juin 2004, 30 juin 2003 et exercice clos le 31 décembre 2003	4
Tableau de variation des capitaux propres consolidés aux périodes closes le 30 juin 2004, 30 juin 2003 et exercice clos le 31 décembre 2003	5
Tableau des flux de trésorerie consolidé aux périodes closes le 30 juin 2004, 30 juin 2003 et exercice clos le 31 décembre 2003	6
Annexe des comptes consolidés	7
note 1 - Description de l'activité	
note 2 - Méthodes comptables	
note 3 - Variations du périmètre de consolidation	
note 4 - Informations par segment d'activité	
note 5 - Charges de personnel	
note 6 - Résultat financier	
note 7 - Autres produits (charges) non opérationnels, nets	
note 8 - Impôt sur les sociétés	
note 9 - Ecarts d'acquisition des sociétés intégrées	
note 10 - Autres immobilisations incorporelles	
note 11 - Immobilisations corporelles	
note 12 - Titres mis en équivalence	
note 13 - Titres de participation	
note 14 - Autres actifs à long terme	
note 15 - Créances clients nettes de provisions	
note 16 - Autres créances et charges constatées d'avance	
note 17 - Produits constatés d'avance	
note 18 - Provisions pour dépréciation des actifs	
note 19 - Endettement financier brut, disponibilités et valeurs mobilières de placement	
note 20 - Provisions et autres dettes	
note 21 - Capitaux propres	
note 22 - Transactions avec des entreprises liées	
note 23 - Engagements hors bilan et risques	
note 24 - Evénements postérieurs à la clôture	
note 25 - Périmètre de consolidation	

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)

	Notes	Semestre clos le 30 juin		Exercice clos
		2004	2003	le 31 décembre
				2003
Chiffre d'affaires	4	424 443	399 862	882 739
Coût des services et produits vendus		(92 747)	(97 630)	(216 552)
Frais commerciaux		(133 996)	(119 531)	(253 405)
Frais administratifs		(26 937)	(20 133)	(42 655)
Frais de recherche et développement		(815)	(618)	(1 737)
Résultat d'exploitation avant amortissements des immobilisations	4	169 948	161 950	368 390
Dotation aux amortissements et provisions des immobilisations		(4 880)	(4 826)	(9 661)
Résultat d'exploitation		165 068	157 124	358 729
Produits (charges) financiers, nets	6	7 114	13 892	25 763
Ecart de change net		6	(85)	(200)
Résultat courant des sociétés intégrées		172 188	170 931	384 292
Autres produits (charges) non opérationnels, nets	7	(4 573)	479	(2 149)
Impôt sur les sociétés	8	(60 041)	(57 555)	(125 174)
Participation des salariés		(12 831)	(10 176)	(26 934)
Résultat net des sociétés intégrées		94 743	103 679	230 035
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	12	639	597	1 175
Amortissement des écarts d'acquisition	9	(1 407)	(300)	(599)
Résultat net de l'ensemble consolidé		93 975	103 976	230 611
Intérêts minoritaires		0	0	0
Résultat net consolidé part du Groupe		93 975	103 976	230 611

Résultat par action (en euros)

Nombre d'actions		274 050 000	182 700	182 700
Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts minoritaires				
- de base		0.35	570.75	1 265.52
- publié comparable		0.35	0.38	0.84
Résultat net part du Groupe				
- de base		0.34	569.11	1 262.24
- publié comparable		0.34	0.38	0.84

BILAN CONSOLIDE

(Montants en milliers d'euros)

	Notes	Semestre clos		Exercice clos le
		le 30 juin		31 décembre
		2004	2003	2003
ACTIF				
Ecarts d'acquisition nets	9	76 068	1 497	1 198
Autres immobilisations incorporelles nettes	10	2 040	691	558
Immobilisations corporelles nettes	11	23 378	19 815	18 370
Titres mis en équivalence	12	2 748	2 326	2 504
Titres de participation nets	13	2 187	2 169	388
Autres actifs à long terme nets	14	1 374	1 673	1 352
Impôts différés à long terme nets	8	9 100	6 691	6 508
Total de l'actif immobilisé		116 895	34 862	30 878
Stocks		6 954	11 004	7 112
Créances clients nettes de provisions	15	356 727	319 273	371 791
Impôts différés à court terme nets	8	16 408	13 073	18 034
Autres créances et charges constatées d'avance	16	95 062	98 657	102 745
Valeurs mobilières de placement	19	3 497	11 539	11 600
Disponibilités	19	484 076	493 246	581 935
Total de l'actif circulant		962 724	946 791	1 093 217
TOTAL DE L'ACTIF		1 079 619	981 653	1 124 095
PASSIF				
Capital social		54 810	54 810	54 810
Prime d'émission		0	42 249	42 249
Réserves		41 590	4 687	4 688
Résultat net part du Groupe		93 975	103 976	230 611
Réserve de conversion		0	0	0
Actions propres		0	0	0
Capitaux propres	21	190 375	205 722	332 358
Intérêts minoritaires		0	0	0
Dettes financières à long et moyen terme	19	32	1	0
Autres dettes à long terme	20	26 611	25 202	24 805
Total des dettes à long terme		26 643	25 203	24 805
Part à moins d'un an des dettes financières à long et moyen terme	19	3 822	3 822	3 822
Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	19	52 788	21 201	11 559
Dettes fournisseurs		102 307	106 755	107 312
Charges à payer et autres provisions à court terme	20	152 550	136 087	177 247
Autres dettes		3 328	1 435	1 654
Impôts différés à court terme nets	8	0	0	0
Produits constatés d'avance	17	547 806	481 430	465 338
Total des dettes à court terme		862 601	750 729	766 932
TOTAL DU PASSIF		1 079 619	981 653	1 124 095

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)

	<i>Nombre d'actions émises</i>	<i>Capital social</i>	<i>Prime d'émission</i>	<i>Réserves</i>	<i>Total Capitaux propres</i>
Solde au 1er janvier 2003	182 700	54 810	42 249	252 793	349 851
Résultat de l'exercice 2003				230 611	230 611
Distribution de dividendes				(248 104)	(248 104)
Solde au 31 décembre 2003	182 700	54 810	42 249	235 300	332 358
Division de la valeur nominale des titres	273 867 300				
Résultat net du semestre				93 975	93 975
Distribution de dividendes			(42 249)	(193 709)	(235 958)
Solde au 30 juin 2004	274 050 000	54 810	0	135 566	190 375

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(Montants en milliers d'euros)

	Semestre clos		Exercice clos
	le 30 juin	le 30 juin	le 31 décembre
	2004	2003	2003
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net consolidé part du Groupe	93 975	103 976	230 611
<i>Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</i>			
Amortissements des immobilisations et des écarts d'acquisition	6 287	5 126	10 260
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs	383	11	942
Variation des autres provisions	(2 522)	2 678	9 576
Résultats non distribués des sociétés mises en équivalence	(244)	28	(151)
Impôts différés	(944)	(593)	(5 370)
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>			
Diminution (augmentation) des stocks	609	122	4 014
Diminution (augmentation) des créances clients	32 456	29 821	(23 644)
Diminution (augmentation) des autres créances (1)	39 627	(457)	(4 378)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(15 650)	7 671	7 977
Augmentation (diminution) des autres dettes	49 134	26 402	47 619
Flux net de trésorerie généré par l'activité	203 111	174 785	277 456
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations	(3 098)	(3 425)	(7 416)
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels	92	41	95
Acquisitions de titres de participation et de filiales, nettes de la trésorerie acquise	(21 905)	0	(32)
Autres diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs à long terme	8 333	(70)	(430)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(16 578)	(3 454)	(7 783)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation (diminution) des emprunts à long terme (1)	(89 326)	(1)	(2)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	40 891	(7 570)	(17 222)
Dividendes versés aux actionnaires	(235 958)	(248 106)	(248 106)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement	(284 393)	(255 677)	(265 330)
Variation nette des disponibilités	(97 860)	(84 347)	4 343
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0	(317)	(317)
Disponibilités à l'ouverture	581 935	577 909	577 909
Disponibilités à la clôture	484 075	493 245	581 935

(1) Remboursement par PagesJaunes à Wanadoo International du prêt participatif de QDQ Media

1 • DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

Le Groupe PagesJaunes offre depuis plus de cinquante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international.

Dans le cadre des comptes présentés, sauf indication contraire, les termes la « société » et « PagesJaunes SA » se réfèrent à PagesJaunes SA et les termes « PagesJaunes », « le Groupe » et « Groupe PagesJaunes » se réfèrent à PagesJaunes SA et à ses filiales consolidées.

2 • METHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés de PagesJaunes ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

2.1 Première application des nouveaux textes comptables

Loi de Sécurité Financière

La Loi de Sécurité Financière est applicable depuis sa publication au Journal Officiel le 2 août 2003. Cette loi comprend une disposition comptable supprimant la nécessité de détention de titres d'une entité contrôlée pour la consolider. Cette disposition est applicable à partir du 1er janvier 2004. A ce jour, PagesJaunes n'est pas en relation avec de telles entités.

Règlement CRC 02-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs

Ce règlement redéfinit les notions d'amortissement et de dépréciation et précise les situations dans lesquelles un test de dépréciation des actifs corporels et incorporels doit être conduit. Ce règlement s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005 et peut faire l'objet d'une application complète anticipée dès le 1^{er} janvier 2002. Le groupe PagesJaunes n'a pas opté pour l'application anticipée de ce règlement dans ses comptes clos au 30 juin 2004.

2.2 Présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont établis en euros.

- Les coûts opérationnels avant amortissements des immobilisations sont ventilés selon les destinations suivantes :
 - Les coûts des services et produits correspondent aux coûts des services et biens vendus et/ou parus pendant la période ;
 - Les frais commerciaux reflètent les charges résultant des actions mises en œuvre par l'entreprise pour vendre ses produits et services, dont notamment la rémunération de la force de vente ;
 - Les frais administratifs reflètent les charges afférentes aux fonctions support (gestion, comptabilité, ressources humaines, achats, stratégie, etc) ;
 - Les frais de recherche et développement sont constitués, pour la partie recherche, des travaux originaux organisés et conduits avec l'objectif d'acquérir une compréhension et des connaissances scientifiques ou techniques nouvelles et, pour la partie développement, de la mise en œuvre avant le commencement d'une production commercialisable ou d'une utilisation interne, de plans et d'études pour la production de produits, procédés, systèmes ou services nouveaux ou fortement améliorés, en application de découvertes réalisées ou de connaissances acquises.
- Le résultat d'exploitation correspond à la différence entre les produits et les charges opérationnels. Le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations correspond au résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations.
- La participation des salariés aux résultats de l'entreprise est inscrite sur une ligne distincte du compte de résultat, après le résultat d'exploitation.

- Les « Autres produits (charges) non opérationnels nets » comprennent principalement les résultats de cession d'entreprises consolidées et de titres de participation, les mouvements de provisions sur titres de participation et valeurs mobilières de placement, les dividendes reçus, les coûts et les mouvements de provisions pour restructuration. Ils comprennent aussi le résultat des cessions dont l'importance relative dépasse le cadre de l'activité courante (actifs immobiliers, créances commerciales...).
- La charge d'amortissement des écarts d'acquisition concerne les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale, de l'intégration proportionnelle et de la mise en équivalence.
- Le bilan présente les actifs et les dettes en fonction de leur degré de liquidité ou d'exigibilité croissante et distingue les éléments à court terme, dont l'échéance est inférieure à un an, des éléments à long terme.
- Le tableau des flux de trésorerie présente la variation de la trésorerie, hors découverts bancaires et hors valeurs mobilières de placement à échéance de plus de trois mois à la date d'acquisition, dont les variations sont respectivement incluses dans les activités de financement et d'investissement.

2.3 Méthodes de consolidation

Une société, acquise ou créée, sur laquelle le groupe exerce un contrôle ou une influence notable, est incluse dans le périmètre de consolidation lorsque les seuils fixés ci-après sont atteints pour au moins deux des trois critères suivants : chiffre d'affaires de 5 millions d'euros, total actif de 10 millions d'euros et un actif net de 2 millions d'euros.

Les principales méthodes de consolidation sont les suivantes :

- les filiales sur lesquelles PagesJaunes exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale ;
- les sociétés dans lesquelles PagesJaunes exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.
- les sociétés non consolidées mentionnées à la note 13 « Titres de participation » ne présentent pas au regard des comptes consolidés de caractère significatif, par elles-mêmes ou prises ensemble.
- Les opérations et les soldes intra groupe significatifs sont éliminés.

Comptabilisation des acquisitions d'entreprise et écarts d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif, tels que marques, licences et parts de marché, est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus, les coûts ou la valeur de marché.

La différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée dans le bilan consolidé sous la rubrique « Ecart d'acquisition » pour les sociétés consolidées.

La durée d'amortissement de l'écart d'acquisition, comprise généralement entre 5 et 20 ans, est déterminée en prenant en considération la nature spécifique de l'entreprise acquise et son caractère stratégique.

La valeur actuelle des écarts d'acquisition fait l'objet d'un examen périodique, au moins annuel, et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être survenue. De tels événements ou circonstances comprennent des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date de l'acquisition.

PagesJaunes apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition au niveau de chacune des sociétés intégrées ou mises en équivalence.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable consolidée de l'activité et sa valeur actuelle. La valeur actuelle est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

La valeur vénale est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie de l'activité lors d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Cette estimation est valorisée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

PagesJaunes privilégie dans son appréciation de la valeur d'usage, la méthode des flux de trésorerie actualisés. Ceux-ci sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de PagesJaunes de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans d'affaires issus du processus de planification stratégique et étendus sur un horizon approprié n'excédant pas 10 ans
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance perpétuelle spécifique à chaque activité
- l'actualisation des flux est effectuée selon des taux appropriés à la nature des activités.

Dans le cas où une cession a été décidée, la valeur actuelle est déterminée par référence à la valeur vénale.

2.4 Autres méthodes comptables

Opérations en devises

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin d'exercice au taux de clôture.

Les pertes et gains de change latents sur soldes monétaires en devises sont constatés en résultat de la période.

Comptabilisation des produits et charges correspondantes

Les principaux produits issus des activités de PagesJaunes sont comptabilisés de la manière suivante :

- les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés sont pris en compte dans le résultat lors de la parution. En conséquence, les ventes d'insertions facturées au titre des annuaires à paraître sont présentées au bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance ».
- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires en ligne sont étalés sur la durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.
- Les charges directement affectables aux campagnes de parution d'annuaires d'un exercice sont rapportées au chiffre d'affaires correspondant comptabilisé sur cet exercice ; sont concernées les commissions vendeurs et télévendeurs ainsi que la redevance éditoriale.

Frais de publicité et assimilés

Les frais de publicité, promotion, parrainage et de communication de marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Créances clients

En raison des différents types de clientèle (particuliers, grandes entreprises, professionnels), PagesJaunes ne se considère pas exposée à une concentration du risque client. Des provisions sont constituées sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances. Les provisions sont fondées sur une appréciation individuelle ou statistique de ce risque de non-recouvrement.

Disponibilités

Les disponibilités sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme, dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à leur date d'acquisition, et qui sont évalués au coût historique, qui est proche de leur valeur de réalisation.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision, calculée pour chaque ligne de titres de même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

Stocks et en cours de production

Les en cours de production sont valorisés au prix de revient et sur la base des coûts directs. Les stocks sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le prix de revient est inférieur à la valeur probable de réalisation.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les licences et brevets.

Les marques et les parts de marché sont comptabilisées au coût d'acquisition ; le plus souvent, il est déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition d'une entreprise par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus, les coûts ou la valeur de marché.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur une durée généralement comprise entre 1 et 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les dépenses de maintenance et de réparation sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées, sauf dans le cas où elles contribueraient à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Les biens financés par un contrat de location qui transfère à PagesJaunes les risques et avantages liés à la propriété sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes : 25 à 30 ans pour les constructions, 5 à 10 ans pour les agencements, entre 1 et 5 ans pour les autres immobilisations.

Dépréciation des autres immobilisations incorporelles et corporelles

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes), leur valeur actuelle apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable ; la valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

Les tests de dépréciation sont réalisés par groupe d'actifs en comparant la valeur actuelle et la valeur nette comptable (lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur actuelle).

Pour les actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage, celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Elle est appréciée notamment par

référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de PagesJaunes.

Pour les actifs destinés à être cédés, la valeur actuelle est déterminée sur la base de la valeur vénale, celle-ci est appréciée par référence aux prix de marché.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits à leur coût historique d'acquisition par PagesJaunes qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'opération. Une provision pour dépréciation est constatée si cette valeur est supérieure à la valeur d'utilité, appréciée par la Direction de PagesJaunes, sur la base de différents critères tels que la valeur de marché, les perspectives de développement et de rentabilité, et les capitaux propres, en prenant en compte la nature spécifique de chaque participation.

Impôts différés

PagesJaunes constate les impôts différés résultant des décalages temporaires entre les bases comptables et les bases fiscales, ainsi que ceux résultant des reports déficitaires. Des provisions pour dépréciation des impôts différés actifs sont constatées en fonction de la probabilité de récupération de ces impôts. Les actifs et passifs d'impôts différés sont actualisés lorsque les effets de l'actualisation sont significatifs et qu'un échéancier fiable de reversement peut être établi.

Aucun actif ni passif d'impôt différé n'est comptabilisé lors de l'élimination, en consolidation, des résultats de cession internes de titres de participation d'entreprises consolidées ou des provisions pour dépréciations et pour risques et charges, déductibles fiscalement, portant sur ces titres.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le groupe devra supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information est alors fournie en annexe.

Les passifs éventuels, correspondant à une obligation qui n'est ni probable ni certaine à la date d'arrêt des comptes, ou à une obligation probable pour laquelle la sortie de ressource ne l'est pas, ne sont pas comptabilisés. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Engagements de retraite et avantages similaires

En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Le coût actuariel de cet engagement est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés.

L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés.

Les modalités de détermination de cette provision s'effectuent sur la base d'une évaluation actuarielle, et tiennent compte de différents paramètres :

- La table de mortalité retenue est la TV92-94.
- Les taux de turnover retenus varient en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise ou de l'âge.
- Age de départ à la retraite retenu : 60 ans.
- Les tables d'augmentation des salaires sont définies en fonction de l'âge.
- Taux d'actualisation : 5 %.

Recours à des estimations

La préparation des états financiers établis conformément aux principes comptables généralement admis, conduit la Direction de PagesJaunes à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants qui figurent dans ces états financiers et les notes qui les accompagnent, notamment en ce qui concerne les provisions pour risques, les impôts différés actifs, les écarts d'acquisition et les titres de participation. Les montants réels pourraient s'avérer différents des estimations effectuées.

3 • VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

- **2003**

Aucune opération impactant le périmètre de consolidation.

- **2004**

L'Entrée de périmètre de QDQ Média au 1^{er} avril 2004 pour 17 millions d'euros et la prise en charge du prêt participatif pour 89 millions d'euros, a généré un écart d'acquisition de 69 millions d'euros.

L'entrée dans le périmètre de Wanadoo Maps au 1^{er} mai 2004, à un prix d'acquisition de 10 millions d'euros, permet de dégager un écart d'acquisition de 7 millions d'euros.

3.1 • INFORMATIONS PRO FORMA RELATIVES AUX COMPTES DE RESULTAT

Les comptes consolidés pro forma des exercices 2003 et 2004 sont destinés à présenter l'effet sur les comptes consolidés historiques du Groupe PagesJaunes des acquisitions de QDQ Media et Mappy (ex Wanadoo Maps) filiales de Wanadoo acquises au cours du 1^{er} semestre 2004.

Ces comptes pro forma ont été établis sur la base des comptes consolidés historiques de PagesJaunes et de ceux de ses filiales acquises retraitées comme il est indiqué aux paragraphes ci dessous.

Les principales Conventions retenues pour l'établissement des comptes pro forma sont les suivantes :

Le compte de résultat intègre :

- les résultats consolidés opérationnels de PagesJaunes combinés avec ceux des filiales acquises
- l'amortissement de l'écart d'acquisition de ces filiales calculé au 31 décembre 2003 et correspondant provisoirement à l'écart d'acquisition à cette date
- les charges financières correspondant au financement des prix d'acquisition.

L'impôt courant comptabilisé dans les comptes consolidés pro forma correspond à celui déclaré par les sociétés du Groupe. Il a été corrigé de la variation de résultat liée au retraitement des produits financiers.

Le calcul de la participation à été révisé pour tenir comptes des éléments énumérés ci-dessus.

Aucun ajustement relatif aux charges de structure n'a été comptabilisé, dans la mesure où les entités appréhendent déjà à titre individuel ces charges.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE PROFORMA

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 30 juin						Exercice clos le 31 décembre		
	2004		2004	2003	Var. de	2003	2003	Var. de	2003
	Historique	Retraitements	Pro forma	Historique	Retraitements	Pro forma	Historique	Retraitements	Pro forma
Chiffre d'affaires	424 443	10 966	435 409	399 862	18 162	418 024	882 739	34 602	917 341
Coût des services et produits vendus	(92 747)	(3 401)	(96 148)	(97 630)	(12 523)	(110 153)	(216 552)	(18 381)	(234 933)
Frais commerciaux	(133 996)	(6 807)	(140 803)	(119 531)	(17 336)	(136 867)	(253 405)	(38 980)	(292 385)
Frais administratifs	(26 937)	(3 313)	(30 250)	(20 133)	(4 216)	(24 349)	(42 655)	(11 388)	(54 043)
Frais de recherche et développement	(815)	0	(815)	(618)	0	(618)	(1 737)	0	(1 737)
Résultat d'exploitation avant amortissements des immobilisations	169 948	(2 555)	167 393	161 950	(15 913)	146 037	368 390	(34 147)	334 243
Dotation aux amortissements et provisions des immobilisations	(4 880)	(238)	(5 118)	(4 826)	(1 578)	(6 404)	(9 661)	(2 914)	(12 575)
Résultat d'exploitation	165 068	(2 793)	162 275	157 124	(17 491)	139 633	358 729	(37 061)	321 668
Produits (charges) financiers, nets	7 114	(1 466)	5 648	13 892	(3 311)	10 581	25 763	(6 465)	19 298
Ecart de change net	6	0	6	(85)	6	(79)	(200)	7	(193)
Résultat courant des sociétés intégrées	172 188	(4 259)	167 929	170 931	(20 796)	150 135	384 292	(43 519)	340 773
Autres produits (charges) non opérationnels, nets	(4 573)	189	(4 384)	479	14	493	(2 149)	(995)	(3 144)
Impôt sur les sociétés	(60 041)	525	(59 516)	(57 555)	980	(56 575)	(125 174)	1 734	(123 440)
Participation des salariés	(12 831)	0	(12 831)	(10 176)	62	(10 114)	(26 934)	68	(26 866)
Résultat net des sociétés intégrées	94 743	(3 545)	91 198	103 679	(19 740)	83 939	230 035	(42 712)	187 323
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	639	0	639	597	0	597	1 175	0	1 175
Amortissement des écarts d'acquisition	(1 407)	(1 535)	(2 942)	(300)	(2 643)	(2 943)	(599)	(5 285)	(5 884)
Résultat net de l'ensemble consolidé	93 975	(5 080)	88 895	103 976	(22 383)	81 593	230 611	(47 997)	182 614
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net consolidé part du Groupe	93 975	(5 080)	88 895	103 976	(22 383)	81 593	230 611	(47 997)	182 614

4 • INFORMATIONS PAR SEGMENT D'ACTIVITES

Les activités de PagesJaunes s'organisent en deux principaux segments :

- **PagesJaunes France.** Il s'agit des activités de la société, soit les activités relatives à l'édition des annuaires leur distribution, la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés et en ligne, les activités de création et d'hébergement de sites internet ainsi que l'édition des annuaires PagesPro, la vente d'accès à la requête, l'annuaire inversé QuiDonc et la régie d'Europages.
- **International et Filiales.** Il s'agit des activités des différentes filiales de la société qui consistent principalement en l'édition d'annuaires grand public hors de France, le développement des annuaires Kompass en Europe et le développement d'activités complémentaires de l'édition d'annuaires (tels que les services géographiques de Mappy (ex Wanadoo Maps) et le marketing direct de Wanadoo Data).

(en milliers d'euros sauf les effectifs)	PagesJaunes France	International et Filiales	Total Groupe
Au 30 juin 2004			
Chiffre d'affaires	398 737	25 706	424 443
REAA ¹	173 192	(3 244)	169 948
Amortissements	(3 249)	(1 631)	(4 880)
Résultat d'exploitation	169 943	(4 875)	165 068
Investissements corporels et incorporels	1 983	540	2 523
Effectif moyen ²⁻³	3 109	1 062	4 171
Au 30 juin 2003			
Chiffre d'affaires	382 595	17 267	399 862
REAA ¹	161 078	872	161 950
Amortissements	(4 254)	(572)	(4 826)
Résultat d'exploitation	156 824	300	157 124
Investissements corporels et incorporels	3 346	212	3 558
Effectif moyen ²	3 022	296	3 318
Au 31 décembre 2003			
Chiffre d'affaires	847 506	35 233	882 739
REAA ¹	365 913	2 477	368 390
Amortissements	(8 395)	(1 266)	(9 661)
Résultat d'exploitation	357 518	1 211	358 729
Investissements corporels et incorporels	7 278	522	7 800
Effectif moyen ²	3 011	303	3 314

¹ REAA : résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations

² Effectif moyen en équivalent temps plein, hors personnel fonctionnaire mis à disposition dont les coûts sont refacturés à France Télécom

² Compte tenu de l'effectif moyen en équivalent temps plein, de QDQ Media et Mappy (ex Wanadoo Maps) au 30 juin 2004

Analyse par zone géographique

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Chiffre d'affaires			
France	416 401	399 862	882 739
Autres	8 042	0	0
Immobilisations			
France	19 055	20 506	18 928
Autres	6 363	0	0

5 • CHARGES DE PERSONNEL

(en milliers d'euros , sauf les effectifs)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Effectif moyen ¹	4171	3 318	3 314
• Traitements et salaires	85 046	75 172	155 189
• Charges sociales	33 414	30 791	63 085
Total frais de personnel ²	118 460	105 963	218 274
• Production immobilisée	0	0	(92)
• Variation provision pour indemnité de départ à la retraite	1 501	1 049	1 635
• Autres ³	3 239	2 438	5 669
Total des charges de personnel ²	123 201	109 450	225 486

(1) effectif moyen en équivalent temps plein

(2) hors participation des salariés et coûts de personnel liés aux restructurations du plan TOP (classés en charges non opérationnelles)

(3) Notamment taxes assises sur les salaires

6 • RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est principalement constitué des produits générés par la trésorerie placée chez France Télécom .

7 • AUTRES PRODUITS (CHARGES) NON OPERATIONNELS, NETS

Au 30 juin 2004, le résultat non opérationnel s'élève à (4,6) millions d'euros et comprend principalement les frais de communication et honoraires liés à l'introduction en bourse de PagesJaunes (-7,1 millions d'euros), compensés partiellement par des produits provenant d'indemnités sur fonds Turbo.

8 • IMPOT SUR LES SOCIETES

8.1 Preuve d'impôt Groupe :

Le rapprochement entre l'impôt théorique au taux légal en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Résultat avant impôt	154 016	161 530	355 785
Taux légal d'imposition	35.43%	35.43%	35.43%
Impôt théorique	(54 568)	(57 230)	(126 055)
Amortissement des écarts d'acquisition	(499)	(106)	(212)
Résultat des sociétés mise en équivalence	226	212	416
Sociétés en pertes	(1 863)	(112)	(323)
Distribution de la réserve spéciale des Plus-value long terme	(4610)	0	0
Autres produits et charges non taxables	1 273	(319)	998
Impôt effectif	(60 041)	(57 555)	(125 174)

8.2 Impôt au bilan :

La position bilantielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Détail			
Indemnités de départ en retraite	6 429	5 475	5 668
Amortissements Exceptionnels	3 179	0	1 655
Provisions temporairement non déductibles	3 070	3 088	4 171
Reports déficitaires et ARD	62 013	935	808
Provision pour participation	9 576	8 539	9 968
Autres impôts différés actifs	2 500	1 727	2 272
Provisions pour dépréciation des impôts différés actifs (1)	(61 259)	0	0
Total	25 508	19 764	24 542

(1) correspondant principalement à la dépréciation des impôts différés actifs sur déficits reportables de QDQ Media.

Cette position nette du groupe est présentée comme suit au bilan :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Impôts différés actifs nets long terme (à plus d'un an)	9 100	6 691	6 508
Impôts différés actifs nets court terme	16 408	13 073	18 034
Impôts différés passifs nets long terme (à plus d'un an)	0	0	0
Impôts différés passifs nets court terme	0	0	0
Total	25 508	19 764	24 542

Les impôts différés actifs et passifs des sociétés ont été évalués en prenant en considération la sortie en 2004, sans indemnisation, des sociétés du périmètre d'intégration fiscale formé par Wanadoo SA.

PagesJaunes SA envisage d'opter, au plus tard le 31 mars 2005, pour le régime de l'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts. Cette option vise à constituer un groupe fiscalement intégré comprenant, outre PagesJaunes SA, l'ensemble de ses filiales françaises remplissant les conditions requises pour en devenir membres. Cette option prendra effet à compter du 1er janvier 2005 pour une période de cinq exercices.

9 • ECARTS D'ACQUISITION DES SOCIÉTÉS INTEGRES

Les principaux écarts d'acquisition des sociétés consolidées par intégration globale s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le					
		30 juin 2004		30 juin 2003	31 décembre 2003	
	Durée d'amort.	Valeur brute	Amort. cumulés	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
QDQ Média	20 ans	68 882	(861)	68 021	0	0
Mappy (ex-Wanadoo Maps)	5 ans	7 395	(246)	7 149	0	0
Wanadoo Data (ex Médiatel)	5 ans	2 995	(2 097)	898	1 497	1 198
Total		79 272	(3 204)	76 068	1 497	1 198

L'évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Solde en début d'exercice	1 198	1 797	1 797
• Acquisitions/cessions	76 277		
• Dotation aux amortissements	(1 407)	(300)	(599)
Solde en fin d'exercice	76 068	1 497	1 198

Les principales acquisitions en 2004 concernent :

- L'intégration de QDQ Media qui permet de dégager un écart d'acquisition positif pour un montant d'environ 69 millions d'euros, compte tenu d'un prix d'acquisition des titres de 17 millions d'euros (hors prêt participatif de 89 millions d'euros). Celui-ci a été constaté en avril 2004 et amorti sur 20 ans à compter de cette date
- L'acquisition de Mappy (ex Wanadoo Maps) a dégagé un écart d'acquisition de 7,3 millions d'euros amorti sur une période de 5 ans, compte tenu d'un prix d'acquisition de 10 millions d'euros.

10 • AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	Période close le				
	30 juin 2004		30 juin 2003	31 décembre 2003	
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Autres immobilisations incorporelles	3 844	(1 804)	2 040	691	558
Total	3 844	(1 844)	2 040	691	558

L'évolution de la valeur nette des autres immobilisations incorporelles, s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Solde en début d'exercice	558	823	823
• Acquisitions	68	0	0
• Effet des variations de périmètre (1)	1 624	0	0
• Cessions	0	0	0
• Dotation aux amortissements	(210)	(132)	(265)
• Variation de change	0	0	0
Solde en fin d'exercice	2 040	691	558

(1) En 2004, concerne principalement l'entrée dans le périmètre de consolidation de Mappy (ex Wanadoo Maps)

11 • IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	Période close le				
	30 juin 2004		30 juin 2003	31 décembre 2003	
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et constructions	535	(134)	401	0	0
Informatique et terminaux	67 153	(51 752)	15 401	13 192	11 919
Autres	21 409	(13 833)	7 576	6 623	6 451
Total	89 097	(65 719)	23 378	19 815	18 370

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Solde en début d'exercice	18 370	21 003	21 003
• Acquisitions d'immobilisations corporelles	2 455	3 558	7 800
• Effet des variations de périmètre	7 698	0	0
• Cessions et mises au rebut	(475)	(52)	(1 037)
• Dotation aux amortissements	(4 670)	(4 694)	(9 396)
• Variation de change	0	0	0
Solde en fin d'exercice	23 378	19 815	18 370

12 • TITRES MIS EN EQUIVALENCE

La rubrique « Titres mis en équivalence » enregistre la valeur de la société Eurodirectory à 50%. La valeur comptable des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Eurodirectory			
Solde en début d'exercice	2 504	2 353	2 353
Quote-part de résultat	639	597	1 175
Dividendes versés	(395)	(624)	(1 024)
Solde en fin de période	2 748	2 326	2 504

13 • TITRES DE PARTICIPATION

Le tableau ci-dessous détaille les principales participations non consolidées :

(en milliers d'euros)	Période close le							
	% intérêt	Capitaux propres	Résultat net	Valeur Brute	Provision	31 décembre 2003		
						30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
						Valeur nette comptable	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Annuaire et autres activités								
Kompass Belgium (1)	100%	1 642	101	1 799	0	1 799	0	0
PagesJaunes Outremer	100%	484	354	76	0	76	76	76
PagesJaunes Liban	100%	21	(123)	2 125	(1 813)	312	2 093	312
TOTAL		0	0	4 000	(1 813)	2 187	2 169	388
Avances capitalisables							0	0
TOTAL						2 187	2 169	388

(1) Société acquise en 2004

14 • AUTRES ACTIFS A LONG TERME

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Autres actifs à long terme	1 374	1 673	1 352
Total	1 374	1 673	1 352

Les autres actifs à long terme comprennent essentiellement la partie long terme des dépôts et cautionnements ainsi que les autres immobilisations financières.

15 • CREANCES CLIENTS

Les créances clients ont une échéance qui est généralement de moins d'un an.

La décomposition en valeur brute et dépréciations des comptes clients est la suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 décembre		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Créances clients brutes	382 478	324 894	378 359
Provisions pour dépréciation (1)	(25 751)	(5 621)	(6 568)
Créances clients nettes	356 727	319 273	371 791

(1) cf. note 18 – Provisions pour dépréciation des actifs

16 • AUTRES CREANCES ET CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les autres créances et charges constatées d'avance se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Acomptes d'IS	441	25 264	27 225
TVA à recevoir	17 782	18 956	15 485
Comptes-courants filiales non consolidées	62	84	857
Autres créances	4 539	8 022	5 234
Charges constatées d'avance	49 738	46 331	53 944
(1) Capital souscrit non appelé (2)	22 500	0	0
Total	95 062	98 657	102 745

(1) Les charges constatées d'avance sont principalement constituées des charges sur vente d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalées sur une durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.

(2) Le capital souscrit non appelé correspond au solde de l'augmentation de capital 2003 de QDQ Média et que Wanadoo International s'est engagée à libérer sur appel du conseil d'administration de la société.

17 • PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Produits constatés d'avance	547 805	481 430	465 338
Total	547 805	481 430	465 338

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués des ventes d'insertions publicitaires facturées au titres des annuaires à paraître et en ligne étalés sur une durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.

18 • PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS

(en milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations (reprises) nettes	Autres mouvements ⁽¹⁾	Solde en fin de période
Au 30 juin 2004				
Titres de participation	1 813			1 813
Créances clients	6 568	393	18 790	25 751
Autres actifs	1 264	(544)		720

Au 30 juin 2003

(en milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations (reprises) nettes	Autres mouvements ⁽¹⁾	Solde en fin de période
Titres de participation				
Créances clients	4 559	1 022		5 621
Autres actifs	225	585		810

Au 31 décembre 2003

Titres de participation		1 813		1 813
Créances clients	4 599	1 969		6 568
Autres actifs	225	1 039		1 264

(1) comprennent les effets de change et de variation de périmètre et essentiellement QDQ Media sur 2004.

Au 31 décembre 2003, la dotation nette de provisions sur titres de participations concerne les titres PagesJaunes Liban.

19 • ENDETTEMENT FINANCIER BRUT, DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Valeurs mobilières de placement	3 497	11 539	11 600
Disponibilités (1)	484 076	493 246	581 935
Total VMP et disponibilités	487 573	504 785	593 535
Comptes courants	3 312	3 312	3 312
Dettes de crédit bail			
Autres dettes financières (2)	53 330	21 712	12 069
Endettement financier brut	56 642	25 024	15 381
Part à moins d'un an	56 610	25 024	15 381
Part à plus d'un an	32		
Trésorerie (endettement) net	430 931	479 761	578 154

(1) Essentiellement constituées des comptes-courants et placements à moins de 3 mois auprès de France Telecom.

(2) Au lieu d'utiliser ses fonds placés et bonifiés chez France Télécom, PagesJaunes a emprunté temporairement auprès de France Télécom.

Le tableau ci-après donne une répartition, par grandes catégories, des autres dettes financières :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Banques créditrices, spots, lignes de crédit	6 884	8 805	11 265
Autres emprunts	46 446	12 907	804
Total	53 330	21 712	12 069

L'évolution des dettes financières de PagesJaunes s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Solde en début d'exercice	15 381	32 596	32 596
• Variations de périmètre	89 705		
• Augmentation (diminution) nette	(48 444)	(7 572)	(17 214)
Solde en fin d'exercice	56 642	25 024	15 381

20 • PROVISIONS ET AUTRES DETTES

Les provisions et autres dettes à long terme se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Avantages postérieurs à l'emploi	18 146	16 590	17 176
Autres provisions pour risques et charges	643	0	0
Provisions litiges sociaux - fiscaux (1)	7 822	8 672	7 629
Total	26 611	25 262	24 805

(1) cf note 23 litiges et arbitrages

Les provisions pour risques et charges et autres dettes à court terme s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003	31 décembre 2003
Provisions pour restructuration	135	23	60
Provisions pour litiges sociaux	0	0	0
Autres provisions à court terme (2)	68	42	4 085
Sous-total provisions à court terme	203	65	4 145
Charges à payer (1)	143 820	136 022	173 102
Impôt différé passif à court terme	0	0	0
Total	144 023	136 087	177 247

(1) Principalement constitué de la participation des salariés, de provisions de charges de personnel et de la TVA à payer

(2) Dont complément de prix Intelmatique versé sur 2004 et provisionné sur 2003.

L'évolution des provisions pour risques et charges court et long terme est la suivante :

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2004	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, reclassements et autres	30 juin 2004
Avantages postérieurs à l'emploi	17 176	1 501	0	0	-531	18 146
Provisions pour litiges sociaux - fiscaux	7 629	213	(24)	0	4	7 822
Autres provisions pour risques et charges	4 145	83	(13)	(4 072)	703	846
Total des provisions pour risques et charges	28 950	1 797	(37)	(4 072)	176	26 814
- Dont long terme	24 805	1 714	(24)	0	116	26 611
- Dont court terme	4 145	83	(13)	(4 072)	60	203

L'impact net des charges encourues se ventile comme suit

(en milliers d'euros)	Dotation du semestre	Reprise (provision non utilisée)
Résultat d'exploitation	1 738	(27)
Résultat non opérationnel	59	(10)
- dont résultat financier	0	(10)

21 • CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2004, le capital social de la société PagesJaunes est divisé en 274 050 000 actions de nominal 0.20 euros, suite à la division de la valeur nominale de l'action la portant ainsi à 0,20€.

Ne comprend aucun autre titre donnant accès au capital.

22 • TRANSACTIONS AVEC DES ENTREPRISES LIEES

Les transactions et les soldes avec les entreprises liées, résumés ci-dessous, s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante :

Créances sur les entreprises liées

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30-juin-04	30-juin-03	31-déc-03
Entreprise liée			
France Télécom SA	16 311	19 394	16 910
Wanadoo SA	211	22 636	13 466
Wanadoo international	22 500	0	0
Autres sociétés du Groupe France Télécom	2 269	2 605	3 786
Total	41 291	44 635	34 162

A ces créances s'ajoutent les comptes-courants et placements avec France Telecom qui s'élèvent à 581,4 millions d'euros au 31 décembre 2003 et 481,6 millions au 30 juin 2004.

Dettes envers les entreprises liées

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30-juin-04	30-juin-03	31-déc-03
Entreprise liée			
France Télécom SA	72 487	44 546	26 068
Wanadoo SA	15 831	4 388	11 385
Wanadoo international	0	0	0
Autres sociétés du Groupe France Télécom	2 287	3 982	9 113
Total	90 605	52 916	46 566

Transactions significatives avec des entreprises liées

(en milliers d'euros)	Période close le		
	30-juin-04	30-juin-03	31-déc-03
Entreprise liée			
Télétel	3 189	4 327	7 595
Coûts éditoriaux	21 580	23 629	52 759
Audiotel	931	1 055	1 468
Accès annuaires	1 044	911	4 504
Mise à disposition du personnel	(4 010)	(4 638)	(9 043)
Redevances Pages Blanches	(25 428)	(29 521)	(64 770)
Immobilier et charges locatives	(5 053)	(4 413)	(9 652)
Bases de données	(1 906)	(3 192)	(6 099)
Management fees	(4 620)	(1 884)	(6 980)
Redevances de marques	(1 200)	(745)	(1 490)
Téléphonie - hébergement	(2 371)	(2 539)	(4 184)
Autres prestation opérationnelles	(7 807)	(6 820)	(6 095)
Total	(25 651)	(23 830)	(41 987)

Les principales conventions conclues avec le Groupe France Telecom et Wanadoo sont relatives à :

- la mise à disposition des données annuaires aux fins d'édition d'annuaires
- la prospection et le recueil de la publicité à insérer dans l'Annuaire et le 3611 en recherche alphabétique ainsi que la conception technique, l'exécution et la mise en page de cette publicité.
- la réalisation pour le compte de France Telecom des tâches nécessaires à la fabrication, la distribution et la promotion de l'Annuaire et du 3611 en recherche alphabétique
- redevances de marque et management fees.

23 • ENGAGEMENTS HORS BILAN ET RISQUES

Le récapitulatif des engagements hors bilan donnés significatifs se présente comme suit :

Obligations contractuelles	Total en milliers d'euros	Paiements dus par période		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Contrats de location simple	78 892	13 583	51 541	13 768
Engagements d'achats de biens et services	126 502	103 927	22 575	0
Total	205 394	117 510	74 116	13 768

Engagements conditionnels	Total en milliers d'euros	Paiements dus par période		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Avals et cautions	981	981	0	0

Contrats de location

PagesJaunes a pris en location des terrains, bâtiments, véhicules et matériels. Ces contrats viendront à terme à des dates diverses au cours des dix prochaines années.

La Direction estime que ces contrats seront renouvelés ou remplacés à leur terme par d'autres contrats dans le cadre des conditions normales d'exploitation.

La charge de loyer enregistrée au compte de résultat de la période close le 30 juin 2004 au titre des locations simples s'est élevée 8 millions d'euros, comparée à 8,7 millions d'euros au 30 juin 2003 et 14,4 millions d'euros au 31 décembre 2003. Sur ces 8 millions d'euros, 4,7 millions sont facturés par France Télécom. La part de France Télécom dans les engagements futurs s'élève à 9,5 millions à juin 2005 et 39,3 millions pour juin 2005 à 2009 et 13,8 millions au-delà.

Engagements d'achats de biens et services

Réalisation des annuaires

Dans le cadre de son activité, PagesJaunes SA s'engage auprès de fournisseurs de papier sur la base de contrats annuels avec des engagements de volumes fermes. D'autre part, PagesJaunes SA s'engage aussi auprès d'imprimeurs sur la base de contrats tri-annuels ou bi-annuels et de distributeurs sur la base de contrats annuels pour la réalisation et la distribution des PagesJaunes et de l'Annuaire. Ces derniers engagements font seulement l'objet de volumes prévisionnels de commandes sans valeur contractuelle minimum. Ces engagements sont évalués à 115 millions d'euros dont 96 millions d'euros à échéance juin 2005 et 19 millions d'euros à échéance juin 2006. Ces montants peuvent varier en fonction du volume réel pour chaque année.

QDQ Media est de même engagée auprès de fournisseurs de papier, avec des engagements similaires de volumes fermes et d'imprimeurs. Ces engagements s'élèvent à 12 millions d'euros dont 8 millions d'euros à juin 2005 et 4 millions d'euros à juin 2006.

Montages déconsolidants et entités ad hoc

Le groupe n'a pas procédé au cours des périodes présentées à des montages déconsolidants.

Il n'a pas d'obligations contractuelles vis-à-vis d'entités ad hoc.

Litiges et arbitrages

Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation de risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

À l'exception des procédures décrites ci-après, ni PagesJaunes ni aucune de ses filiales ne sont parties à un procès ou à une procédure d'arbitrage quelconque dont la direction de PagesJaunes estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

(i) La société Prodis qui exploite sur Internet un site à l'adresse www.pagesjaunes.com et qui est titulaire des noms de domaines pagesjaunes.com et pagesjaunes.net, a assigné le 26 septembre 2000, puis le 20 avril 2001, respectivement les sociétés France Télécom et PagesJaunes, principalement en nullité des marques PagesJaunes, pour divers motifs dont notamment le défaut de distinctivité et la dégénérescence. Dans ce cadre, la société Prodis entend faire valoir que le dépôt de la dénomination Pages Jaunes à titre de marque est frauduleux pour n'être que la traduction du terme Yellow Pages qui désigne aux Etats-Unis, depuis 1886, le concept même d'annuaire professionnel et qui constitue à ce titre un terme générique repris indifféremment dans différents pays (Page Gialle ...). Par jugement du 14 mai 2003, le Tribunal de Grande Instance de Paris a confirmé la validité des marques « Pages Jaunes ». La société Prodis a interjeté appel de ce jugement en reprenant les mêmes demandes qui portent également sur la nullité des marques « Pages Blanches », « L'annuaire » et « L'annuaire des Pages Blanches ». Cette procédure est actuellement pendante devant la Cour d'Appel de Paris et le calendrier procédural n'est pas encore fixé. Aucune assurance ne peut être donnée sur l'issue favorable de ce litige pour le Groupe. Une issue défavorable pourrait avoir un effet négatif sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les objectifs du Groupe.

(ii) PagesJaunes a mis en œuvre début 2002 un projet d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification a pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du 2ème trimestre 2002. A ce jour, la quasi-totalité de ces salariés licenciés a assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. Bien qu'un certain nombre de décisions favorables au Groupe aient été d'ores et déjà rendues en première instance, aucune assurance ne peut être donnée sur l'issue favorable de ces litiges pour le Groupe. Le montant total des demandes s'élève à environ 26 millions d'euros et le risque lié à ces litiges a fait l'objet d'une provision de 7,3 millions d'euros.

Une décision favorable à PagesJaunes a été rendue le 29 juin 2004 par la cour d'appel de Dijon à l'encontre de 37 anciens salariés ayant refusé de signer le nouveau contrat qui leur était proposé début 2002. Pour autant, un pourvoi en cassation contre cette décision est possible et de nombreux autres litiges du même type sont en cours d'appel sans pouvoir préjuger des décisions qui seront rendues. En conséquence, bien que la décision de la cour d'appel de Dijon soit importante et s'ajoute aux nombreuses décisions favorables à PagesJaunes déjà rendues en première instance, aucune modification ne peut être apportée à ce jour au risque déjà exprimé sur ces litiges.

(iii) PagesJaunes a fait l'objet, au cours des années 2001 et 2002, d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 1998 et 1999. La société estime disposer d'arguments sérieux pour contrer les redressements encore contestés. Des contentieux seront engagés au cours desquels la Société entend faire valoir ses arguments.

(iv) PagesJaunes a été assignée le 26 juin 2002 par une agence de publicité (FAC) devant le tribunal de commerce de Nanterre. Cette agence de publicité considère que PagesJaunes a commis des actes de concurrence déloyale tels que captation de clientèle, dénigrement, démarchage abusif. Elle demande à ce titre un million d'euros de dommages-intérêts. Cette affaire en est à ce jour toujours au stade de la procédure avant plaidoiries. Bien qu'elle considère disposer d'éléments favorables dans ce contentieux, PagesJaunes ne peut exclure une condamnation.

(v) PagesJaunes a assigné le 26 juin 2003 une agence de publicité (LSM) devant le tribunal de commerce de Cannes. PagesJaunes, s'appuyant sur de nombreux témoignages de clients, reproche à cette agence des actes de concurrence déloyale visant à entraîner une confusion entre LSM et PagesJaunes dans l'esprit des clients contactés par LSM pour leurs insertions publicitaires dans les annuaires de PagesJaunes. Le tribunal de commerce de Cannes, par un jugement du 19 février 2004, a débouté PagesJaunes de ses demandes. PagesJaunes a fait appel de cette décision qui, si elle était confirmée en appel, serait de nature à favoriser le développement de ce type

d'actes de concurrence de la part d'autres agences de publicité et à créer des difficultés pour PagesJaunes dans la prospection de ses clients. Bien qu'elle estime disposer d'un dossier solide dans cette affaire, PagesJaunes ne peut exclure une confirmation en appel de cette décision.

24 • EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la date de rédaction de ce rapport, aucun élément significatif postérieur la clôture du semestre n'est à signaler. Cependant, il est à noter que suite à l'admission de la Société au Premier marché d'Euronext Paris S.A., un nombre maximum de 9 591 750 actions pourraient être créées dans le cadre de l'Offre réservée aux Salariés à fin juillet 2004.

25 • PERIMETRE DE CONSOLIDATION

PERIMETRE 2004

ANNUAIRES

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE

<u>Entreprise</u>	<u>Pays</u>	<u>Date</u> <u>d'entrée</u> <u>périmètre</u>	<u>Intérêt</u>	<u>Contrôle</u>
PagesJaunes	France	2001	100%	100%
Kompass France	France	2001	100 %	100 %
Wanadoo Data	France	2001	100 %	100 %
Mappy (ex Wanadoo France Maps)		2004	100%	100%
QDQ Média	Espagne	2004	100%	100%

SOCIETES CONSOLIDEES PAR MISES EN EQUIVALENCE

<u>Entreprise</u>	<u>Pays</u>	<u>Date</u> <u>d'entrée</u> <u>périmètre</u>	<u>Intérêt</u>	<u>Contrôle</u>
Eurodirectory	Luxembourg	2001	50 %	50 %

PERIMETRE 2003

ANNUAIRES

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE

<u>Entreprise</u>	<u>Pays</u>	<u>Date</u> <u>d'entrée</u> <u>périmètre</u>	<u>Intérêt</u>	<u>Contrôle</u>
Kompass France	France	2001	100 %	100 %
PagesJaunes	France	2001	100 %	100 %
Wanadoo Data	France	2001	100 %	100 %

SOCIETES CONSOLIDEES PAR MISES EN EQUIVALENCE

<u>Entreprise</u>	<u>Pays</u>	<u>Date</u> <u>d'entrée</u> <u>périmètre</u>	<u>Intérêt</u>	<u>Contrôle</u>
Eurodirectory	Luxembourg	2001	50 %	50 %